

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION: 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél.: GEN. 68-96

ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. — 6 MOIS: 200 FR. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

L'EXIGENCE DE DIEN-BIEN-PHU

RECONNAISSANCE DU GOUVERNEMENT HO-CHI-MINH

Retrait du Corps Expéditionnaire

EN Indochine meurent des hommes. Ceux du Corps Expéditionnaire, Français et Nord-Africains, pour les intérêts particuliers de la Banque d'Indochine et pour les intérêts généraux de l'impérialisme mondial, grands seigneurs du napalm.

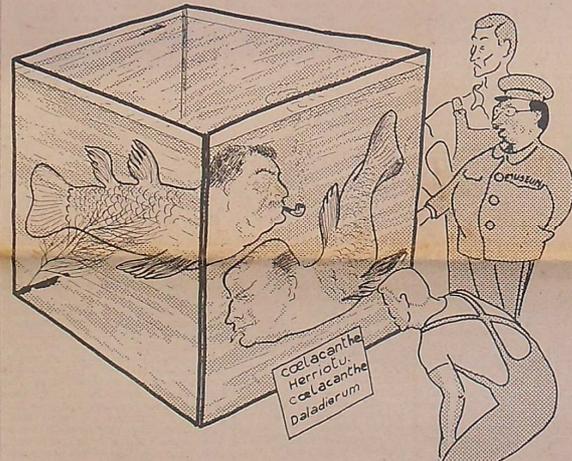
ne, M. Laniel tient ce langage: Je n'ai pas manqué de vous signaler les éléments qui tant du côté russe ou chinois que du côté américain constituent des motifs d'espoir en vue d'une solution diplomatique du conflit. La Chine ne peut-elle espérer obtenir au cours des négociations menées en présence de toutes les grandes puissances occidentales, des avantages concrets appréciables, en

et dans la mesure où il appréhende peut-être les conséquences d'une autonomie des initiatives de la Chine en Extrême-Orient et particulièrement dans le Sud-Est asiatique, qui est fort éloigné des bases territoriales de son influence? M. Laniel sait de quoi il parle. A Yalta et à Potsdam, Staline et les deux grands impérialismes ont déjà

signé de tels compromis. Les résultats en ont été... Le désarmement des milices partitiques en France, ordonné par Thorez, également l'accord de Varkiza en Grèce, qui avec l'aide ouverte de Churchill et les conseils de Staline, a vu les forces populaires victorieuses remettre leurs armes à la Pierre LAMBERT.

(Suite en page 4.)

Un homme qui éprouve une grande sympathie pour les intérêts de sa classe — capitaliste —, M. Daladier, vient de déclarer à la Tribune de l'Assemblée: Quand on aura abandonné Ho-Chi-Minh, si on l'abandonne, êtes-vous sûrs que son sort sera celui de Markos? Croyez-vous que le Viet-Minh, en Indochine, ne sera pas disposé à continuer la lutte? Croyez-vous que ce grand mouvement national qui agit l'Indochine comme il a agit toute l'Asie sans exception, sera arrêté, comprimé et détruit par les mesures que peut-être quelques-uns d'entre vous espèrent. Je ne le crois pas. Je crois au contraire que ce mouvement national continuera.



Deux coelacantes, en tous points identiques à leurs ancêtres fossiles vieux de 400 millions d'années, ont été pêchées récemment. Les deux monstres sont exhibés au Muséum d'Histoire Naturelle. (Les journaux.)

Le gardien DUCLOS: « S'ils ont évolué?... Euh, on ne peut pas dire positivement qu'ils aient évolué. Seulement, ces bestiaux-là, c'est tellement bon manger! »

« Français, rendez-vous, vous serez bien traités! »

crient les combattants du Viet-Minh

La censure sur les nouvelles militaires exercée à Hanoi vient prouver une fois de plus que, pour les colonialistes français, la vérité n'est pas bonne à dire. L'envoyé du « Monde », Guillaud, s'excuse de ne pouvoir communiquer à ses lecteurs, en particulier, le chiffre des pertes françaises en avions. « Les forces populaires vietnamiennes ont infligé au commandement français des pertes s'élevant à 6,700 hommes durant la première quinzaine de mars. Dans la même période, 106 avions français ont été détruits. » [Communiqué de l'Etat-Major populaire vietnamien du 17 mars]. Le communiqué précise: « Les Français ont perdu 78 avions dans l'opération menée par des commandos vietnamiens sur les aérodromes de Giadam et de Catbi, à Hanoi et Haiphong, en deux raids audacieux. Ce coup foudroyant que l'Etat-Major populaire a porté à l'aviation française, presque sans pertes, lui a permis d'engager la bataille de Dien-Bien-Phu. « Hommes-suicides », dit la pres-

contre-partie de l'aide qu'elle apporterait au rétablissement de la paix en Indochine. Du côté russe également, n'est-il pas permis de penser que le désir de pacification en Asie, proclamé par la presse soviétique, correspond à une réalité dans la mesure où Moscou souhaite un reflux des forces américaines hors de Corée... Sans doute penserez-vous que l'unanimité nationale peut passer outre aux interdictions gouvernementales. Oui, mais voilà... Daladier, Herriot et Cie n'avaient aucunement l'intention d'aller contre la légalité bourgeoise. En ce qui concerne Daladier et Herriot, le congrès du Parti Radical aurait dû faire la lumière pour les plus myopes. Ces champions de la lutte anti-CEDE n'ont-ils pas voté la motion finale, avec la réserve qu'elle ne dérogerait « dans l'ordre, conformément à la liberté républicaine et à la liberté d'expression », elle fut interdite. La manifestation du 13 fut donc interdite, encore qu'elle ne fut pas bien dangereuse. La déclaration des 22 disait: « L'heure n'est pas au réarmement d'une nation qui fut toujours belliqueuse. Position nationale, quel! La guerre de 1914-1918 fut causée par le caractère belliqueux de la nation allemande. (Évidemment, plus question de guerre impérialiste). Le but des manifestants était qu'après avoir déposé une gerbe sur la tombe de Vinconnu, ils descendraient les Champs-Élysées en l'honneur de la dignité silencieuse des fleurs au service de la bonne cause, quelle travaille! Trouvaille peu efficace, il faut l'avouer. Au lieu d'un large cortège, on dut se contenter de petits groupes rapidement dispersés. Le bouquet — na-

Les tulipes nationales contre la C. E. D.

La manifestation « nationale » prévue pour le 13 mars contre la CED et à laquelle avaient souscrit, aux côtés des députés communistes, Herriot, Daladier, Capitant, Michelet et autres « amis » bien connus de la classe ouvrière, n'a pu se dérouler. Bien que le gouvernement ait reçu l'assurance qu'elle se déroulerait « dans l'ordre, conformément à la liberté républicaine et à la liberté d'expression », elle fut interdite. Les policiers s'empressent d'arracher banderoles et gerbes. A qui fera-t-on croire que cela est fait de la peine à trouver quelques photos avec des groupes d'ouvriers et elle n'a pu cacher que l'ensemble de la classe ouvrière s'est abstenue. Cela prouve une fois encore que la mobilisation de la classe ouvrière ne peut s'obtenir que sur des objectifs de classe.

HUBERT LANGLOIS.

lional et tricolore, bien entendu — remplaçait la gerbe. En fait, chacun en profite pour fleurir « ses » morts. Ainsi, une « très digne » délégation des amitiés anciens combattants avec une gerbe tricolore « Les amputés de la guerre 1914-1918 ». Ailleurs, c'est « au son des cloches » que se retrouvent « ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas » (« Humanité » du 15 mars). Les policiers s'empressent d'arracher banderoles et gerbes. A qui fera-t-on croire que cela est fait de la peine à trouver quelques photos avec des groupes d'ouvriers et elle n'a pu cacher que l'ensemble de la classe ouvrière s'est abstenue. Cela prouve une fois encore que la mobilisation de la classe ouvrière ne peut s'obtenir que sur des objectifs de classe.

Logement : une loi trompe-l'œil

UNE loi vient d'être adoptée par l'Assemblée Nationale sur les expulsions et le logement, et l'Humanité a salué « le premier succès » qu'il représente. Est-il question de porter atteinte au droit d'expulsion, attribué de la sacro-sainte propriété? Pas du tout. On accordera seulement des délais aux expulsés incapables de trouver de nouveaux logements. Comment trouver de nouveaux logements? Par la réquisition, répond la loi. Très juste. Qui pourra être bénéficiaire de telles réquisitions? Les fonctionnaires, mais, les chefs de famille nombreux, les jeunes ménages, les expulsés. Très bien. Mais n'y a-t-il pas d'autres catégories intéressantes de sans-logis et mal-logés? Enfin, et surtout, où trouvera-t-on les locaux que l'on attribue si généreusement aux catégories mentionnées? C'est étrange, la loi est très discrète sur ce point: elle spécifie amplement que le préfet (c'est-à-dire

l'agent d'exécution départemental de Martinaud-Deplat, dont on connaît le dévouement aux sans-logis!) est habilité à procéder après avis du maire aux réquisitions de locaux vacants ou inoccupés « des exceptions sont d'ailleurs établies ». Combien de logements cette douteuse procédure administrative va mettre à disposition des sans-toit, nous voudrions bien le savoir. Il est bien regrettable en tout cas que le groupe communiste à l'Assemblée ait déposé d'amendements à ce projet de loi qui sur des points de détail, et ait évité d'effleurer même les deux questions principales: — pourquoi ne fait-on pas tomber sous la réquisition les locaux « occupés » (mais si peu) des grands quartiers de résidence? — pourquoi fait-on exercer le droit de réquisition, non par les organisations représentatives des intéressés eux-mêmes, mais par les serviteurs appointés de la propriété foncière?

Rassemblement de planches pourries

QUEST-CE que la CED? C'est la formule à laquelle s'en tient actuellement l'impérialisme américain — jusqu'à une « reorientation » envisagée par Foster Dulles — pour opérer la remédiation de l'Allemagne de l'Ouest et coordonner les forces de ses auxiliaires européens en vue d'une action militaire ultérieure contre l'Union Soviétique. En tant que plan impérialiste de guerre, la CED doit être combattue avec acharnement par la classe ouvrière de tous les pays intéressés. Qu'est-ce que la lutte contre la CED? Voici quelle devient, dans la bouche des dirigeants du PCF et des idéologues libéraux du « nouveau Front Populaire », la panacée pour résoudre les problèmes les plus maux de la société. On peut entendre

par R. GARRIVE

de plus en plus fréquemment tenir le raisonnement suivant: oui, est exact que l'assésiment de toutes les énergies contre la CED implique la subordination complète des intérêts immédiats et à long terme de la classe ouvrière. Mais ce n'est pas, en soi, la seule formule efficace permettant de combattre la CED et d'obtenir son rejet par l'Assemblée Nationale. Efficace, est-ce vrai? Ne concernons même pas à savoir pour l'instant si le rapprochement avec les radicaux, UDSR, gauchistes, « indépendants » etc., ennemis de la CED, basé sur le simple fait commun à la proposition de ratification du traité de CED, permettrait véritablement au lendemain du vote de définir et d'appliquer « la politique de change » que tout le monde souhaite en paroles. Tenons-nous en à la politique extérieure de ces Messieurs, puisque paraît-il elle fait deux de nous, partisans de la paix et de l'indépendance nationale, de nouveaux alliés de la classe ouvrière. Dans leur politique extérieure, dans leur lutte même contre la CED, sont-ils des alliés loyaux?

Le Parti Communiste se proclame opposé non seulement au traité de Paris restaurant la CED, mais aussi au traité de Bonn. Il a raison, car le traité de Bonn est celui qui prolonge l'occupation de l'Allemagne, au mépris des droits de son peuple, par les troupes occidentales. Mais lisons la déclaration faite par Molotov le 4 mars. Ce qui est à craindre, dit-il, c'est qu'à Adenauer, fort du traité de Paris, s'attaque au traité de Bonn. On ne comprend plus. Est-ce que Molotov n'est pas partisan du rejet inconditionnel du traité de Bonn? Il semble plutôt que Molotov ait deux visages: un visage d'ennemi du traité de Bonn, à l'usage du peuple allemand — un visage de partisan de l'occupation de l'Allemagne par la bourgeoisie allemande — qui n'a cessé de nourrir depuis le traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr.

Conséquence: le Parti Communiste Français qui remplissait courageusement son devoir internationaliste du temps de Versailles et de la Ruhr hurle maintenant avec les loups impérialistes et proteste que plus ces loups impérialistes sont forcés, plus ils sont « efficaces » dans la lutte contre la CED. Les alliés « loyaux » de la classe ouvrière dans la lutte contre la CED, voilà justement ce qui les rassemble: la recherche d'un autre type d'organisation impérialiste de l'Allemagne qui laisserait à la France un lambeau d'Allemagne à piller. Inutile de dire que ces gens sont très discrets sur leur position face au traité de Bonn! Et sur ce point, le PCF s'abstient poliment de toute remarque gênante. Résultat pratique: l'impérialisme américain à toute facilité pour présenter le « camp de la paix » comme celui des ennemis du peuple allemand, pour se poser en libérateur du peuple allemand... et pour lui mettre sac au dos, avec ou sans CED.

L'affaire sarroise illustre très bien cette situation. Si Laniel s'est fait le champion de la mamelle médiocre française sur la Sarre, comme condition posée à la ratification de la CED, c'est parce qu'il est lui-même le défenseur loyal des intérêts de sa classe. Pour la CED, il demande un pourboire aux Américains. Le pourboire c'est la Sarre. Aussi Washington s'est-il tourné vers Adenauer en lui expliquant que le « camp de la paix » cette concession sur ses frontières Ouest fait d'avoir les mains libres pour l'expansion de l'impérialisme allemand à l'Est. Pourtant, Adenauer fera-t-il? Non, il ne fera rien. Ses pourparlers avec Bidault sont suspendus. Pourquoi? Parce qu'il juge qu'il n'a pas du tout besoin de donner un pourboire, que — même sans la CED — le réarmement de l'Allemagne est garanti du fait de la politique américaine. Pourquoi monnayerait-il la CED?

(Suite page 2.)

PROBLEMES NORD-AFRICAINS OU EST L'ALGERIE ?

DANS une série d'articles nous avons essayé, dans l'ordre de dresser un tableau des problèmes politiques nord-africains. Ce bilan provisoire a mérité, après six mois, d'être à nouveau dressé, car tant dans son ensemble que dans chacune des trois nations du Maghreb la situation a évolué.

Nous consacrerons nos trois prochains articles à l'Algérie. Non pas que la situation y soit caractérisée par cette tension maximum que connaît le Maroc ou par une évolution rapide de la manière de la Tunisie. Mais nous avons souligné dans nos précédents articles le rôle primordial que pouvait jouer dans l'établissement d'une politique d'ensemble des partis nationaux d'Afrique du Nord le mouvement national algérien. Une autre raison de cette étude est que l'impérialisme — aidé par une situation dont nous analyserons les composantes — a persévéré farouchement à maintenir l'Algérie en dehors des débats de la politique internationale nord-africaine. Or nous ne nous prétons pas à ce jeu ; n'en déplaçons pas le professeur Montagne, le problème algérien existe et restera posé.

L'impérialisme le sait bien, du reste, qui poursuit en Algérie et ailleurs son impitoyable répression. Récemment encore à Nedromah les militants nationalistes et aussi leurs compagnes ou compagnons ont été ces des forces de l'ordre. Il importe peu en présence de ces faits de répression qui demeurent l'essentiel de la politique française en Algérie, que ces faits d'aucuns — plus habiles — esquissent vers le nationalisme des rapprochements de façade et que les neo-colonialistes à la Chevalier tentent d'impossibles conciliations. On commence à savoir ce que valent ces pseudo-conciliateurs qui tendent une main conservatrice un autre côté sous la veste, ou laissent à d'autres le soin de frapper quand il convient, prêts à verser une larme hypocrite sur le sang répandu.

Les résultats des élections algériennes sont là pour prouver — s'il en était besoin — que le peuple algérien ne se laisse pas prendre par les sirènes à qui Blachette souffre leur chant.

Le MLSD s'étant abstenu de participer à la compétition électorale — ou revint sans succès à l'UDMA étaient les seuls mouvements non administratifs à solliciter les suffrages des électeurs.

Le premier mérite de cette consultation c'est, à nos yeux, d'être révélatrice de l'influence réelle du PCA « communiste » l'a été dans le collège européen, à Sidi Bel Abbès. Les militants du second collège, le PCA a perdu des voix ; même là une liberté relative a été laissée aux militants indépendants staliniens n'ont eu que quelques dizaines de voix. Le vote à Versailles pour Naegelen n'était pas pour reconnaître le rôle du PCA, mais pour son rôle dans les positions politiques, les oscillations incessantes de sa « ligne » n'ont pas rendu la tâche facile à ses candidats.

La presse a souligné les circonstances de l'élection des trois UDMA dont le mandat a été renouvelé. Trois élus qui ne s'étaient pas opposés à des candidats administratifs et dont les autorités ont « laissé faire » l'élection. Fechtat fut élu député dans le département de la République Algérienne du 19 mars. Si l'administration a toléré ces élus nationalistes ce n'est pas écrit Abbas, ce n'est pas écrit le généralissime caresser l'espoir d'entraîner l'UDMA dans les voies douces de l'assimilation au pouvoir. C'est que d'une part l'administration savait toute intervention inefficace étant donné la popularité des candidats (c'est vrai pour Setif, moins certain ailleurs). C'est aussi que le leader UDMA que l'administration veut sauver la face ; elle a besoin de faire croire à la sincérité des élections. Il lui faut une opposition tout à fait nouvelle.

Mais, conclut Abbas, « si on va au fond des choses, on découvre que

la préfabrication des élections a été instituée au lendemain du vote du tout de l'Algérie. Ce statut a porté quelques réformes progressives dont le législateur a subordonné l'application à la volonté de « l'Assemblée Algérienne ». Les élections étaient libres, l'application de ces formes n'aurait pu se faire. Mais grâce au truquage électoral, le gouvernement a repris, une main ce qu'il avait fait de lâcher de l'autre.

Ce raisonnement nous paraît judicieux ; « certaines réformes sont beaucoup plus dangereuses que le statu quo ». Cette remarque doit être pour nous l'occasion d'analyser les fondements et les possibilités politiques du « réformisme » en Algérie.

J. GRAVES.
(A suivre.)

LE PEUPLE TUNISIEN DIT NON AU GOUVERNEMENT FANTOCHE

La portée réelle des réformes vient d'être mesurée dans les manifestations de l'université de Sousse. A une manifestation revendicative la résidence générale a répondu à coup de fusils le peuple tunisien a largement manifesté sa solidarité avec les étudiants.

Le problème est à nouveau clairement posé avec Voizard-MZali, dans les mêmes termes qu'avec Baouchche-Hautecloque. Des nouveaux ratissages commencent. L'impérialisme français ne veut, parce qu'il ne peut, se satisfaire aux revendications du peuple tunisien, formulées par son Parti, le Neo-Destour. Il entend préserver au tout prix l'intangibilité de la co-souveraineté c'est-à-dire de l'administration directe, contre la revendication élémentaire de l'autonomie interne.

Le refus de libérer BOURGHIBA est plus qu'un indice. C'est un aveu. Dans cette situation que font ceux qui se déclarent les amis du peuple tunisien ? Ils quement au Quai d'Orsay, mais le fait reste. Bidaud-Voizard continuent à agir dans le sens de la force dirigée contre les aspirations du peuple tunisien. Les quement au quai de l'ex-résident Voizard-MZali, en passant par Mitterrand, qui veut le peuple effrayé par les conséquences de cette politique de force ne peuvent que simplement laisser écarter les revendications immédiatement pour l'impérialisme français, les baionnettes. La solidarité des intérêts de classe est toujours la même, les revendications.

Mais sur les perspectives, M. Mendès France a raison. La politique Bidaud-Voizard soulève le peuple tunisien au tour du Neo-Destour et accentue sa combativité. Mais le plus grave réside en ceci, les protestations du Parti communiste du PCP ne dépassent pas les colonnes de « L'Unité », et du « Populaire ». Le peuple tunisien, par sa fermeté, aide le peuple algérien à établir le gouvernement Laniel-Bidaud qui dit non aux revendications de salaires. Mais les grandes organisations ouvrières par leur refus de laisser isoler le grand combat libérateur des peuples opprimés. Jusqu'à quand continueront-elles ?

Rassemblement de planches pourries (Suite de la première page)

o) à aussi un Pacte dénommé Atlantique, celui justement qui installa officiellement les troupes de l'impérialisme US sur le sol européen. N'est-il pas clair que tout découle de là, qu'il ne peut y avoir de lutte contre le PCP sans lutte contre le Pacte Atlantique ?

Or quelle est la position de Daladier et Herriot sur le Pacte Atlantique, eux dont le rôle fut si vaillant et si active à la CED ? Ils sont les meilleurs défenseurs du Pacte Atlantique. « Pourquoi le Pacte Atlantique disparaîtrait-il si nous ne l'ions pas ? » dit le général Daladier au Congrès radical. Ce n'est pas un subterfuge. Daladier est étroitement apparenté à cette affaire importante du « front anti-CEP » dont l'argument est le suivant : la CED serait très bien si le Pacte Atlantique nous donnait la garantie que des troupes américaines « resteront indéfiniment en Europe, pour servir de contre-poids aux divisions allemandes. Les braves gens ! Ils en redemandent. D'autres vont plus loin encore. Ils veulent non seulement des troupes américaines à perpétuité, mais aussi des troupes anglaises. Et tout ça, ça fait de très bons Français, un très bon front de lutte contre le CEP » paraît-il.

Et le Parti Communiste Français ? De nous-t-il cette opposition réactionnaire à la CED, émanant des éléments plus royalistes que le roi ? Non, il leur a écrit « l'attachement au principe de la CED ». Il s'adapte aux aspirations de ces bons Français et fait passer au second plan de sa propagande la revendication d'abolition du Pacte Atlantique, en oubliant à peu près totalement au passage son fameux « US go home ». Il dissimule qu'Herriot s'est prononcé pour une « solution de rechange » respectant dans la CED ce qui est aux yeux des travailleurs l'essentiel.

Car c'est là la question. Le Parti Communiste dissimule que tous les honnêtes Français qui parent dans les assen-

Des militants communistes écrivent à LA VERITE

Avec « L'Affaire du Nord », nous avons ouvert dans notre numéro 328 une nouvelle rubrique : DES MILITANTS COMMUNISTES ECRIVENT A « LA VERITE ». Nous rappelons que les lettres et articles publiés n'engagent pas la ligne de notre Parti. Mais « LA VERITE » s'efforce, grâce à cette rubrique, non seulement d'enrichir la discussion fraternelle entre militants communistes et militants non communistes, mais encore d'attirer parmi les militants du P.C.F. une utile réflexion sur les problèmes de leur classe, de leur Parti et de leur direction.

NAEGELEN, ex-candidat à la Présidence de la République pour l'appui du Maroc !

Monsieur NAEGELEN vient d'écrire dans « La Presse », de Toulouse du 9 février, un long article sous le titre « Erreurs et fautes au Maroc ». Il y parle exactement comme l'aurait fait le maréchal Lyautey et autres colonialistes évocant l'attitude de Franco à l'égard de l'actuel sultan du Maroc et reprochant au gouvernement Laniel-Paul Reynaud de ne pas lui répondre. En dépit de ces commentaires, dans ces conditions, ne perdrons-nous pas la face devant des populations justes et volontiers méprisantes lorsqu'elles constateront la faiblesse et l'impudence ?

C'est déjà pas mal. Pour Maurice Naegelen, la France sait faire preuve d'autorité. Il répète un peu plus bas : « ... Ce n'est pas par des démarches à Madrid que nous conquerrons notre autorité au Maroc... »

Pas mal pour un socialiste de réclamer que le gouvernement « fasse preuve d'autorité » vis-à-vis des condamnations à mort, aux travaux forcés à perpétuité, les perquisitions et brutalités policières, les tortures mêmes ne sont pas suffisantes pour M. Naegelen. Mais il veut que le gouvernement ne se promène le nouveau sultan dans les campagnes et dans les villes « pour lui donner de l'autorité ».

Naegelen approuve ainsi Laniel et Paul Reynaud d'avoir installé un nouveau Badaoui au Maroc, mais leur reproche de n'avoir pas su lui donner de l'autorité. Conclusion, dit-il, les « jeunes saïds » qui espèrent en le nouveau sultan se tournent maintenant vers les nationalistes algériens qui réclament l'indépendance. Naegelen en est fortement fâché.

Et voilà le clou : « On pouvait aussi essayer d'opérer un vaste rassemblement contre le terrorisme... »

On connaît le mot en France depuis 1941, depuis la lutte des patriotes pour libérer le pays de l'occupation allemande, il paraît que d'après Naegelen, la police est impuissante à lutter contre le terrorisme qu'il fait ; il constate d'abord que « ... Les Marocains les plus francophiles se refusent à dénoncer un de leurs complices... »

Mais dit-il : « ... Ces mêmes Marocains trouvent naturel de se renseigner leurs chefs traditionnels ou les notes de leurs tribus... »

Il en déduit : « ... Rien n'a été fait pour organiser l'acheminement de renseignements ainsi recueillis vers les organismes chargés de réprimer et d'empêcher le terrorisme... »

En d'autres termes, Naegelen estime que le maréchal Lyautey, au Maroc avec ce qu'on appelle les officiers des affaires indigènes n'est pas encore suffisant, on sait ce que cela veut dire comme conséquence : non seulement les condamnations et les tortures pour faire avoir les « arêtes », mais la mort.

Nous n'attachons pas d'importance à cet article semblable, beaucoup d'autres, si M. Naegelen, socialiste SFIO,

n'avait pas été candidat à la présidence de la République, candidat commun des socialistes et des communistes, qui ont voté 12 fois pour lui. On se rend compte de ce qu'aurait été un pareil président qui automatiquement est président de ce qu'on appelle l'Union Française ; de colonialiste, impérialiste forcé, d'être la poigne accrue dans toutes les colonies. Que le Parti socialiste ait voté pour lui ne nous étonne pas puisque sur le problème colonial il soutient les impérialistes, mais que le Parti communiste « français » ait osé faire de Naegelen son candidat à la présidence de la République, c'est monstrueux. Voter pour un colonialiste qui s'est montré impitoyable gouverneur général de l'Algérie, voter pour un colonialiste qui n'a rien changé à ses conceptions impérialistes, au contraire, indique où glisse le Parti communiste.

Après avoir tout fait pour freiner et saboter la grâce d'Allah, après avoir recommencé le 5 de la grève des bureaux-gares de décembre, le voilà qui affiche et soutient un colonialiste forcé et pourquo ? Naegelen aurait dû opposer timidement à la Communauté Eu-

M. SARTRE et le KANAPA

« L'AFFAIRE SARTRE-KANAPA », ouverte par une attaque en règle de Kanapa contre le parti de l'existentialisme dans « L'HUMANITE » du 23 février, est venue de se clore par une capitulation sans conditions du même Kanapa dans « L'Humanité » du 24 mars.

Sartre, d'après Kanapa, qui s'est rangé sous le drapeau de « l'indépendance nationale », Les anciennes injures du PCF aux hommes, aux mentions flatteuses dans les Comités Centraux du Parti, aux voyages pour le compte d'organismes de l'Etat, etc. Oubliez l'ignoble. Jusqu'au jour où parut l'article incendiaire de Kanapa, qui fut le point d'une critique d'un obscur « écrivain », attaquant Sartre, lui-même et parlait « d'intellectuels-licés ».

Sartre poussa les hauts cris : « Il ne suffit pas d'être d'accord avec vous sur tous les grands chapitres de votre politique ? » Et Sartre confirma son accord enthousiaste avec la politique de « défense des valeurs nationales » du PC et du retour à l'indépendance des bons Français. « Il demandait seulement de ne pas être soumis au régime de droit commun des intellectuels staliniens, c'est-à-dire aux courbes de basse police... »

C'est précisément cette attitude qui caractérisait Kanapa. Couvé dans l'appareil du PC, et dans le rôle de la fidélité des intellectuels communistes à la ligne staliniennne et au réalisme socialiste, il admettait mal que Sartre se place au-dessus de cette discipline que le Kanapa inflige aux autres mais doit aussi subir lui-même. Il est en fait dans « L'Humanité » du 23 février, après avoir douté à certains appuis dans la direction du journal.

Mais quelques jours plus tard, au Comité Central d'Arcueil, Duclos dénonçait les interventions de Lecœur dans l'acheté des intellectuels ; il réclamait pour eux un peu de liberté, non pas au nom des droits de la création artistique mais simplement pour rendre plus aisée, par cette concession libérale, l'embellissement des bons intellectuels français. Conclusion : c'est Sartre qui était dans la ligne, et non pas Kanapa.

Aussi, dans la dernière séance de ce dernier procès, au cours de laquelle il a plaidé sa « bonne foi », il reconnaît un « impression dans l'expression de la pensée ». Et c'est à peine si dans cette autocratie imposée il laisse transparaître sa hargne, quand il résume dans les termes suivants le raisonnement de Sartre dans sa réponse au PC : « Si je suis un fleuve êtes des créants. Si je ne suis pas un fleuve, donnez-moi la tête de Méduse... »

Et pourtant, si Kanapa, c'est très sérieux. Du procès intenté par Kanapa à Sartre, il fut appelé devant Duclos, parce qu'il était conscient d'encaisser le mieux la politique actuelle de Duclos. Et l'appel a été entendu. On ne peut pas dire que dans la tête de Kanapa, parce qu'il peut encore rendre des services. Mais on a au moins sérieusement remis en place le Kanapa en question.

LE M. T. L. D. FRAPPÉ

La police de Martinlaud-Deplance une nouvelle vague répressive contre le Mouvement National pour le Travail, la Paix, la Liberté, les Algériens, avec perquisitions et arrestations arbitraires. De nouvelles provocations sanglantes, dont les terroristes algériens sont coauteurs, nous aujourd'hui plus que jamais à craindre, si un vaste mouvement de protestation ne se dressa pas contre l'Etat policier, pour le respect des droits élémentaires du peuple algérien et des libertés démocratiques en France même.

LOTTE, de GAULLE aussi sans doute. Et le brave, le loyal HERRIOT ajoutés ont pu tenter de faire passer l'homme du « s'il n'en reste qu'un à lutter contre le CED je resterai celui-là ». Tout ceci, pourquoi le Parti Communiste le dissimule-t-il aussi soigneusement ? Pourquoi cache-t-il l'effondrement prévisible, inéluctable, inscrit dans les faits de son « Rassemblement pour les Bons Français » ? Pourquoi va-t-il encore plus loin, jusqu'à promettre à cette équipe son soutien parlementaire et gouvernemental inconditionnel ? Pourquoi ne dépose-t-il pas son bilan ?

Parce qu'il entend opérer une faillite frauduleuse, noyer dans son Rassemblement sans forme et sans contours les aspirations de la classe ouvrière à une véritable politique de paix, celle qui impliquerait en particulier :

- le retrait inconditionnel de toutes les troupes étrangères d'Allemagne-Quest et Est, l'abrogation du traité de Bonn ainsi que de son ancêtre, l'accord de Potsdam,
- le rejet de la CED, la dénonciation du Pacte Atlantique et de tous les accords établissant l'ingérence de l'impérialisme américain,
- la renonciation aux plans strasbourgeois de l'Europe commune, l'adhésion comme au plan Molotov d'une « communauté » sans lien réel, simple branche européenne de l'ONU, la lutte internationale pour la paix et la neutralité des paysans européens, réunis en Etats-Unis Socialistes d'Europe.

A ce moment-là, peut-être, les travailleurs pourraient pourquoi il faut lutter contre le CED, il sortirait de cette différence vis-à-vis du traité de Paris qui désespère MM. Duclos et Gilles Martinet. Ils comprendraient la signification de cette renonciation aux traités de Paris, ils tireraient leurs forces — seules décisives — dans cette bataille de politique étrangère. Parce qu'il n'y a pas de neutralité, parce qu'il n'y a pas de neutralité, la bataille pour le socialisme

ex-candidat à la Présidence de la République

pour l'appui du Maroc !

opéenne de Deterre. Voter pour lui, c'est ce que Duclos, Fajon et autre Lecœur appellent un « germe de Front Populaire ».

Non ! Le Front Populaire est né en 1934 d'en bas ; il est monté des travailleurs socialistes et communistes lutant avec à leur tête contre les fascistes, pour leur pain, il n'a rien de commun avec les combinaisons et les marchandises diplomatiques d'en haut ou le profitariat français est venu et les peuples coloniaux aussi pour réaliser « le Front national uni et d'accord à quatre ». Il n'est qu'un sache cela par nous les travailleurs de France chez les peuples coloniaux asservis. La subordination insure et scandaleuse du Parti Communiste français à la diplomatie secrète de Malenkov, à la diplomatie secrète de Malenkov est une trahison des travailleurs français, car c'est une trahison que de voter pour un Naegelen contre les peuples coloniaux dont la lutte est l'appui le plus efficace à celle des travailleurs français contre leurs terribles exploiters capitalistes.

CAZABONNE.

De la Conférence des militants...

(Suite de la page 1.)

conditions actuelles, à mobiliser les larges masses en Front unique était d'ouvrir une agitation systématique pour le tenue d'Assises (ou conférences) locales, départementales et nationales, préparées par des comités paritaires à tous les échelons, appuyées sur des comités d'action démocratiques. Le bilan du travail engagé par les militants unitaires, en Loire-Inférieure, ou sous l'impulsion des syndicats FO et CGT, l'unité d'action s'est scellée sur les bases définies plus haut, à l'échelon départemental, à l'A.O.P. ou un camarade est venu apporter à la tribune de la réunion l'appui de 700 ouvriers de son entreprise à Niort, ou des cadres syndicaux au S.N.I. de la CGT, de FO, ont signé une pétition pour demander à leurs centrales de réaliser de telles assises, etc., démontrent que la campagne trouve un large écho dans les masses ouvrières.

LE 18 MARS COMMUNARD FALSIFIÉ

1) « Ce qui fait la grandeur historique de la Commune, c'est son caractère sincèrement international, c'est le défi qu'elle jette hardiment à tout sentiment de patrie étroite, à tout égoïsme, le profit de chauvinisme bourgeois, à tout égoïsme de parti, à tout égoïsme, le profit de chauvinisme bourgeois, à tout égoïsme de parti, à tout égoïsme, le profit de chauvinisme bourgeois, à tout égoïsme de parti, à tout égoïsme... »

(ENGELS, projet d'appel pour le 31 anniversaire de la Commune, 18 mars 1882.)

2) « Aujourd'hui, comme Parti de la classe ouvrière, nous appelons à l'unité des ouvriers et à l'union de tous les Français, quelle que soit la ligne à agir pour la paix et l'indépendance nationale, et précisément pour faire face au péril qui nous menace à l'immédiat, la CED et la renouveau d'Allemagne revanchard, nous sommes dans la plus belle tradition française et internationale. »

(R. Guyot, allocation au meeting du 83 anniversaire de la Commune, 23 mars 1934.)

CERCLE LENINE

LES MYSTIFICATIONS DU THEATRE D'AUJOURD'HUI
LE VENDREDI 26 MARS A 21 HEURES,
A LA MUTUALITE (SALLE « M »)

Le gérant : Fontanel.
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.
Société Parisienne d'Impressions 4, rue Saurier. — PARIS X^e

De notre correspondant en Angleterre

LE LABOUR FACE AU REARMEMENT ALLEMAND

CES dernières semaines, la question du réarmement allemand a constitué le principal thème de discussion dans le mouvement travailliste britannique. A peine la Conférence de Berlin avait-elle achevé ses travaux qu'une partie de la direction droite du Labour Party passait à l'exécution de ses plans visant à aligner le parti derrière la politique Dülles-Eiden-Bidault de réarmement de l'Allemagne. Ce groupe, inspiré par Morrison-Atlee-Gaitskell, se présenta devant la réunion du groupe parlementaire travailliste à la Chambre des Communes muni d'une résolution en faveur du réarmement allemand, tirant argument pour cela de l'incapacité des quatre Grands à l'issue de leurs entretiens d'aboutir à l'unification de l'Allemagne.

vendication. Ils préfèrent nager dans les eaux douteuses du chauvinisme. C'est ainsi que six députés bevunistes ont proposé une motion aux Communes, déclarant que l'Allemagne n'est pas encore apte à prendre rang « au sein de la communauté civilisée » des nations.

te guerre. Et je voudrais demander à nos militants de ne pas avaler les bobines d'une campagne de laits très analogue à l'ancienne, campagne que dirigent maintenant les communistes.

Au Kenya où les Mau-Mau se dressent contre le colonialisme

D'autres, surtout les jeunes, sont partis pour Nairobi, la capitale, où presque tous restent sans travail, faute d'industries de quelque ampleur.



ETATS-UNIS

Le camarade Daniel Roberts, présenté par le SWP (trotskyiste) lors d'une élection à une fonction municipale à Seattle, grand port du nord de la côte pacifique, a obtenu 400 voix, soit 6 % du total des suffrages (10 à 15 % dans les quartiers ouvriers).

Par une campagne énergique, Daniel Roberts a eu le boycott infligé à sa candidature par la grande presse. Il s'adressa essentiellement aux communautés noires de la ville et aux travailleurs syndiqués. C'est ainsi que 400 noirs « L » désavouèrent la direction de leur syndicat qui tentait de s'opposer à une prise de parole du camarade Roberts, et approuvèrent l'annonce de son licenciement à l'action des travailleurs contre le danger macarthyste.

Albert Einstein, le plus grand physicien du 20^{ème} siècle, a eu 75 ans le 14 mars. De cette réjouissance il a su faire une nouvelle manifestation contre le racisme américain. Il a renvoyé une délégation venue lui porter des fleurs avec ces mots : « Vous m'en apporterez lorsque le dernier communiste américain sera réduit au silence, mais pas avant ».

Préant la parole à Princeton, le grand savant a une nouvelle fois souligné le besoin d'union des intellectuels dans la lutte contre le macarthysme. Il les a appelés à refuser de répondre aux questions des commissions sénatoriales d'enquête, quel que soit le risque couru.

A la suite de cette conférence, le comité américain « pour la Liberté de la Culture » a organisé une manifestation de rénegats Sidney Hook ex-commentateur de Marx J. Lovell, ex-ministre du Parti Communiste, Norman Thomas, président du Parti Socialiste (le principal associé de ces Messieurs en France étant le besogneux Lyster Rousselet), scindés par l'envoyé d'Einsteint, ont préféré la flagornerie des compliments d'anniversaire.

La lutte des travailleurs pour cet avenir meilleur auquel il croit est plus chère au cœur d'Albert Einstein que les fleurs artificielles des publicistes distingués.

Les difficultés rencontrées par Mac Carthy depuis ses démêlés avec l'armée, note « The Militant » du 22 mars, marquent l'écroulement d'une opposition capitaliste à Mc Carthy, trahissant la répugnance qu'a pour l'instinct encore la classe dominante américaine à livrer au sénateur le pouvoir qu'il exerce sur l'armée. C'est ainsi que la campagne anti-macarthyste du commentateur de télévision Ed Murrow, tant admiré par le correspondant de ce journal, est inspirée par le trust de l'aluminium. Toutefois, souligne « The Militant », les expériences italiennes, espagnoles et interdites de faire la moindre confiance aux politiciens capitalistes pour une lutte conséquente et décisive contre le fascisme.

CEYLAN

La nouvelle politique du Parti Communiste de Ceylan implique la réconciliation avec le parti bourgeois au pouvoir, l'UNP, démontre le camarade Ceylan R. de Silva, le 18 mars, dans les colonnes de l'« Independent », organe du LSSP (section de la IV^{ème} Internationale). En effet, la formule de « front anti-fasciste » proposée par l'UNP, est en fait la totale de l'UNP. A l'exception, pour la forme, d'un seul et unique programme politique peu représentatif qui est « le parti fasciste ». On se rappelle (voir LA VERITE, n° 331) que simultanément le PC refuse toute alliance avec le Parti Trotskyiste, lequel n'étant pas... « un parti de gauche » !

De notre correspondant en Italie

La crise du régime bourgeois

II. - LA RONDE DES PARTIS DU CENTRE

PENDANT des mois de vaines discussions le débat se poursuivait (I) quana, après la première euphorie, on s'aperçut que les deux « ouvertures » étaient extrêmes. Les « libéraux » se réalisaient à peine de réaliser pratiquement même quand eiles semblaient racées sur le papier. L'ouverture à gauche, en faveur des communistes, et la alliance avec la bourgeoisie n'étant pas disposée à accueillir un parti lié aux communistes dans un gouvernement, le réarmement à droite fut repoussé à cause des réactions politiques et sociales qu'une politique anti-ouvrière laisserait voir. Le 7 juin a montré que le mouvement de renouveau sociale augmentait sa pression. L'urgence d'une telle politique est plus évidente que jamais. La démocratie chrétienne qui constitue la base parlementaire de toute majorité. Ainsi cette discussion montrait que plus on va vers les partis du centre, plus on se rapproche de la réalité se faisant avec. Les sens innés ou acquis des partis du centre, dans le but de gagner quelque chose, jusqu'à ce que cela aille mieux !

pour immobiliser social. Cette politique est la seule possible pour les classes dirigeantes italiennes. Que le gouvernement Scelba avec sa triple base résiste ou qu'il tombe, le régime bourgeois n'est pas stable avec le premier dirigeant démocrate-chrétien de Gasperi à sa tête, avec l'appui de la partie droite, les monarchistes, à peu d'importance.

MARIO BOTTARI

(1) Voir le n° 331 de LA VERITE.

Fin de la grève des électriciens

Les grèves tournantes des électriciens anglais ont pris fin. Les électriciens ont obtenu une augmentation de salaire de 5 pence (160 francs) sur la paye hebdomadaire, ce qui correspond exactement à l'augmentation proposée pour les ouvriers de la métallurgie par la commission d'arbitrage.

Le « Daily Worker », organe du Parti Communiste, salue cette augmentation comme un développement de la lutte. Cependant, une vague d'opposition s'est élevée contre la direction stalinienne du syndicat. Le semaine dernière, le « Daily Worker » a consacré un éditorial à répondre à la question : la grève a-t-elle été une perte de temps et d'argent, aurait-on pu obtenir la même augmentation par la voie de l'arbitrage ? Ces questions étaient posées, selon le « Daily Worker », non seulement par la presse capitaliste mais par de nombreux ouvriers.

L'état d'esprit d'un grand nombre d'électriciens, en fait, est hostile à un accord conclu sur la base d'une augmentation aussi dérisoire. Dans un meeting de nombreux électriciens tenu à Londres, où la direction proposa de mettre fin aux grèves sur la base des propositions patronales, il y eut 1.500 voix pour la proposition de la direction et 900 contre.

D'autres négociations sur les revendications non satisfaites des électriciens sont prévues entre patrons et syndicats, mais personne n'a attendu d'avantage supplémentaire.

La politique suivie par la direction du « Electrical Trades Union » a porté atteinte à son prestige. Si les travailleurs n'ont pas vu une telle victoire, ce n'est pas grâce à elle. Et en tout cas, on ne peut qualifier le résultat final de grande victoire. Une revendication initiale du syndicat, il y a un an, était celle d'une augmentation substantielle des salaires. La plupart des syndicats comprennent cela comme la revendication de 5 pence l'heure (16 francs). Après de premières grèves de harcèlement, au début de l'an dernier, après des mois de négociation suivies de grèves tournantes, les travailleurs ont obtenu 2 pence. Ils ne voient certainement pas là une grande victoire » vantée par le « Daily Worker ».

A Puerto-Rico, l'imperialisme yankee montre son vrai visage

Les nationalistes porto-ricains ont analysé très justement ce qui se reproduit continuellement et répétitivement en ouvrant indistinctement le feu sur les sénateurs des deux partis en séance à Washington.

Avec la satisfaction des imbéciles, les communistes et républicains ont constaté que le Maroc n'avait pas le privilège du « terrorisme ». Et de conseiller aux Etats-Unis d'écarter les nationalistes de leurs pays opprimés avant de s'occuper de ceux des autres.

L'exploitation la plus féroce des riches de l'île, la pauperisation la plus systématique de ses habitants et de ses émigrés ont mené et mènent encore à ces expositions justifiées de laque contre l'oppression.

Mais un rôle déterminant pour l'indépendance de Puerto-Rico sera joué par le prolétariat américain, lui-même qui, à cet égard, a le même rôle que celui du prolétariat français vis-à-vis des peuples colonisés par l'imperialisme français.

C'est l'ignorance et l'inaction du prolétariat américain face au problème des colonies riches qui empêche le peuple porto-ricain de trouver la voie de la lutte organisée des masses contre l'imperialisme occupant. Ainsi, l'avant-garde ouvrière américaine, dans le journal trotskyste « The Militant » est le porte-parole, celle-ci elle !

La cessation de l'odieuse chantage imperialiste, qui consiste à reconnaître en paroles le droit d'autodétermination du peuple porto-ricain mais à l'annuler en fait par la menace de représailles économiques mortelles ;

l'arrêt de la répression policière dans l'île et la fin de la migration porto-ricaine de New-York, Chicago, etc., à laquelle l'attentat de Washington sert de prétexte.

Le F.B.I., aujourd'hui, prétend avoir découvert la liaison avec les rouges » qui auraient les nationalistes porto-ricains. En réalité, leur inspiration se trouve être poussée, non aux sources du communisme, mais à celles de la foi catholique. « Retour, souligne « The Militant » du 8 mars, pas un chasseur de sorcières. Et encore essayez d'utiliser ces liaisons pour y impliquer le sénateur catholique Mac Carthy ni le rapé. Il veut une plate conduisant à l'abandon, même s'ils ont besoin de la tabrique ».

Après 43 ans de domination amé-

de tous les pays

« Parmi les premiers colons, Lord Delamere s'octroya plus de 100.000 acres de terres... Le vicomte Lyttelton, possédait 14.108 actions de la société ».

LES PAYSANS NOIRS CHASSES DE LEURS TERRES

« Les Kikuyus, qui furent expulsés de leurs demeures ancestrales plus de 50 ans... Les Kikuyus, la tribu la plus nombreuse des fermiers blancs de la région des Mau-Mau sont plus de 1.000.000 ; leur réserve comporte environ 2.000 milles carrés de terres ».

« A l'heure actuelle, les 5.500.000 Africains sont confinés dans des réserves d'environ 50.000 milles carrés. Les Kikuyus, la tribu la plus nombreuse des fermiers blancs de la région des Mau-Mau sont plus de 1.000.000 ; leur réserve comporte environ 2.000 milles carrés de terres ».

« Les Kikuyus, qui furent expulsés de leurs demeures ancestrales plus de 50 ans... Les Kikuyus, la tribu la plus nombreuse des fermiers blancs de la région des Mau-Mau sont plus de 1.000.000 ; leur réserve comporte environ 2.000 milles carrés de terres ».

« Les Kikuyus, qui furent expulsés de leurs demeures ancestrales plus de 50 ans... Les Kikuyus, la tribu la plus nombreuse des fermiers blancs de la région des Mau-Mau sont plus de 1.000.000 ; leur réserve comporte environ 2.000 milles carrés de terres ».

« Les Kikuyus, qui furent expulsés de leurs demeures ancestrales plus de 50 ans... Les Kikuyus, la tribu la plus nombreuse des fermiers blancs de la région des Mau-Mau sont plus de 1.000.000 ; leur réserve comporte environ 2.000 milles carrés de terres ».

« Les Kikuyus, qui furent expulsés de leurs demeures ancestrales plus de 50 ans... Les Kikuyus, la tribu la plus nombreuse des fermiers blancs de la région des Mau-Mau sont plus de 1.000.000 ; leur réserve comporte environ 2.000 milles carrés de terres ».

« Les Kikuyus, qui furent expulsés de leurs demeures ancestrales plus de 50 ans... Les Kikuyus, la tribu la plus nombreuse des fermiers blancs de la région des Mau-Mau sont plus de 1.000.000 ; leur réserve comporte environ 2.000 milles carrés de terres ».

« Les Kikuyus, qui furent expulsés de leurs demeures ancestrales plus de 50 ans... Les Kikuyus, la tribu la plus nombreuse des fermiers blancs de la région des Mau-Mau sont plus de 1.000.000 ; leur réserve comporte environ 2.000 milles carrés de terres ».

« Les Kikuyus, qui furent expulsés de leurs demeures ancestrales plus de 50 ans... Les Kikuyus, la tribu la plus nombreuse des fermiers blancs de la région des Mau-Mau sont plus de 1.000.000 ; leur réserve comporte environ 2.000 milles carrés de terres ».

« Les Kikuyus, qui furent expulsés de leurs demeures ancestrales plus de 50 ans... Les Kikuyus, la tribu la plus nombreuse des fermiers blancs de la région des Mau-Mau sont plus de 1.000.000 ; leur réserve comporte environ 2.000 milles carrés de terres ».

SUR LE FRONT OUVRIER

LES CONFÉRENCES DÉPARTEMENTALES DE LA CGT sont-elles unitaires ?

Le bureau confédéral de la CGT vient d'appeler les unions départementales à organiser des conférences pour la grève générale de 24 heures.

Ces conférences départementales enverront des délégués à une grande conférence nationale, qui devra décider de la date de cette grève.

Il va de soi que nous ne pouvons qu'être d'accord avec le « principe » de ces conférences, nous qui, depuis des mois préconisons les Assises d'Unité d'Action à l'échelle locale, départementale et nationale pour susciter les conditions de rassemblements massifs de travailleurs prenant leurs décisions en commun.

Rassemblez les travailleurs et les mettez face à face avec les organisations CGT, CFTC, FO, etc. Voilà quel était et est l'objectif des militants unitaires dont l'aboutissement est l'unité d'action réalisée.

Très rapidement, ce mot d'ordre faisait des progrès considérables parmi les militants ouvriers. Des sections syndicales entreprenaient l'adoption de ces unions départementales, des fédérations votaient des résolutions préconisant la tenue de conférences unitaires.

Un Congrès de la FEN, une résolution demandant la tenue d'une conférence de la Fonction Publique était adoptée à l'unanimité.

Pendant ce temps, les bureaux confédéraux s'efforçaient de faire la sourde oreille, ignorant délibérément le mot d'ordre des Assises Nationales, tentant même de le combattre (congrès de la CGT-Renault).

Le bureau confédéral CGT adoptait une position de statu quo (réception d'une délegation du comité permanent pour les Assises par Mauvais et Molino, secrétaires confédéraux), puis décidait de le reprendre à son propre compte.

Nous pouvons être sûrs que le comité permanent pour les Assises Nationales de l'Unité d'Action ne disputera pas la paternité et l'exclusivité de ce mot d'ordre à la CGT.

La tâche du Comité est la propagande pour l'Unité d'Action. La CGT, elle, étant toujours la place qu'elle occupe dans le mouvement ouvrier, a la possibilité de plier les autres confédérations aux règles de l'Unité d'Action si elle s'y pite elle-même.

Mais le Bureau Confédéral est-il vraiment prêt à organiser ces conférences dans l'esprit et par les méthodes unitaires que préconise le comité permanent ?

À la veille des conférences départementales, on a plutôt l'impression du contraire. Partout où les conférences ont commencé à être organisées elles sont vidées de tout contenu unitaire.

C'est soit dans les entreprises ou dans les départements, on suit à peu près le même schéma.

1) Fixation du lieu, de la date, de l'ordre du jour sous l'invitation exclusive de la CGT ;

2) Invitation des autres organisations et des travailleurs. Comment veut-on, dans ces conditions, que ces conférences apparaissent, aux yeux des travailleurs, comme véritablement unitaires ?

Chez Renault, une conférence organisée de cette façon a donné de piètres résultats comme le constate par ailleurs notre correspondant, « L'Humanité » reconnaît un peu partout des « lenteurs » dans la tenue des conférences ou la préparation de la grève.

Comment pouvait-il en être autrement ? Si la CGT veut réellement la grève de 24 heures, si elle veut que les travailleurs manifestent tous ensemble pour les 25.166 francs, elle doit, à tous les échelons où doivent se dérouler ces conférences, faire préalablement des propositions aux autres organisations correspondantes pour organiser ensemble ces conférences.

Si ces organisations, sous de fallacieux prétextes continuent à refuser de prendre la CGT à l'écart, à l'abri de telles ou telles soi-disant mises dans l'impossibilité d'utiliser de tels prétextes.

FO prétend que la CGT veut utiliser la grève de 24 heures pour une manifestation contre la CED ;

La CGT doit répondre que seul le mot d'ordre des 25.166 francs sera mis en avant, mot d'ordre sur lequel les trois organisations sont d'accord. Et elle doit aussi le prouver par ses activités !

FO et CFTC craignent d'être mises en minorité par la CGT ; La CGT doit leur proposer les comités d'Unité d'Action, forme d'organisation garantissant à chacun qu'il ne sera pas « volé » ;

À partir de là, quels arguments pourront-ils invoquer ?

Et si parallèlement une large campagne est menée pour rendre publiques ces propositions et les réponses, si le résultat des entretiens est divulgué largement parmi les travailleurs par des tracts, des meetings, alors, à ce moment-là, seuls les militants des CFTC et FO seront placés devant cette alternative : voir l'Unité d'Action se réaliser de fait, sans eux, ou avec eux.

Les conditions pour organiser de véritables conférences unitaires sont créées.

Et la question de la fixation de la date de la grève de 24 heures sera devenue secondaire, car l'Unité d'Action étant réalisée, les travailleurs seront sur le pied de guerre, prêts à rentrer dans la bataille immédiatement.

G. VAN BEVER.

Chez Renault : Quand Linet est d'accord avec les trotskystes

VENDREDI 19 mars, La salle de la cantine du Comité d'Entreprise de 100 travailleurs sont là, rassemblés à l'appel du syndicat CGT pour la conférence de tous les représentants et services de l'usine Renault, 100 travailleurs sur 15.000.

Le bureau : Linet de l'USTM, Linet du syndicat et Apostolo. Le but de cette conférence est simple : préparer la grève de vingt-quatre heures. La conférence a été ouverte à tous les travailleurs, organisés ou non, et les syndicats CFTC et FO y ont été invités.

Plutôt que de commencer cette conférence par un rapport d'un des dirigeants du syndicat qui aurait pu pour le moins informer des résultats auxquels sur la plan des contacts entre

les organisations syndicales de l'entreprise, le bureau de cette conférence propose que s'ouvre tout de suite la discussion.

« Qui veut la parole ? » C'est le camarade Renard qui ouvre la discussion.

Après avoir dit le pas en avant que représentait la convocation de cette conférence, le camarade Renard regrette que celle-ci n'ait pas été convoquée conjointement par les trois organisations syndicales, que, plutôt que d'ouvrir la discussion, il aurait été préférable que chacun des syndicats vienne ici exprimer devant les travailleurs ses opinions sur les problèmes de l'Unité d'Action. Mais il s'agit de la grève de vingt-quatre

heures et c'est de cela qu'il faut discuter.

Égrossant un tableau de la situation parmi les ouvriers, Renard explique qu'aujourd'hui, 19 mars, l'accord pour la grève de vingt-quatre heures est bien moins unanime qu'il ne l'était au moment où cette proposition fut faite, c'est-à-dire il y a un peu plus d'un mois. Les raisons de ceci sont très simples : le progrès de l'Unité n'ont pas correspondu au désir de tous les ouvriers. Or, aujourd'hui, gagner la grève de vingt-quatre heures, c'est gagner la bataille de l'Unité.

Comment gagner cette bataille, telle est la question qui est posée et c'est à cette question qu'il faut répondre. Une seule réponse est possible : il faut lever toutes les hypothèques qui peuvent entraver la réalisation de l'Unité et l'une d'entre elles est très importante, celle de l'objection faite par les centrales considérant les comités à la base comme des organismes irresponsables à la volonté desquels il est impossible de se plier. A cela, il faut une réponse et cette réponse est : les comités paritaires.

Nous n'avons rien à craindre à entendre les centrales des garanties qu'elles demandent. Nous n'avons rien à craindre, car ces garanties sont comprises par les travailleurs dans la mesure où elles permettent une réussite de l'Unité d'Action, de la même façon que le salaire minimum interprofessionnel garanti à 25.166 frs, notamment insuffisant rassemblait l'immense majorité de la classe ouvrière précisément dans la mesure où il permettait la réalisation de cette Unité d'Action réclamée avec insistance.

Il s'agit de mobiliser la classe ouvrière toute la classe ouvrière. Cette mobilisation ne pourra s'effectuer que dans la pratique constante de propositions unitaires adressées aux autres centrales, y compris dans le dialogue nécessaire qui devra s'engager sur les conditions réclamées par telle ou telle centrale pour qu'elle accepte de s'engager dans l'Action.

C'est pratiquement sur cette intervention que s'engagera la discussion de la conférence. Peu de délégués interviendront dans le débat. Une quinzaine au plus. Mais tous, comme un leit-motiv, termineront en pesant telle ou telle condition sur l'accord des travailleurs pour entrer en action.

Plusieurs camarades unitaires participent au débat. Apportant des propositions, ils ont engagé dans la campagne pour la réussite de la grève de vingt-quatre heures, des propositions sont faites qui se trouveront resumées dans la résolution qui sera déposée au bureau.

Cette résolution se ramène à quatre points essentiels qui sont :

— Considérer la présente conférence comme une simple conférence préparatoire qui doit prendre sur elle de convoquer à nouveau une deuxième conférence. Renault, Rembrandt aux syndicats de l'entreprise CGT, CFTC et FO de la préparer ensemble, sur la base d'un appel commun.

— Proposer qu'à tous les échelons soient constitués des comités paritaires composés à égalité des membres des confédérations et placés sous l'autorité des assemblées ouvrières démocratiques de base.

— Adresser une lettre aux Unions départementales de la Seine leur demandant qu'elles préparent et organisent ensemble la prochaine conférence départementale par un appel commun et par la constitution d'un comité paritaire départemental qui aurait la charge de convoquer cette conférence.

— S'adresser aux fédérations et aux confédérations pour qu'elles mettent sur pied des modalités analogues et que la conférence nationale se tienne sous les auspices d'Unité Nationale Paritaire.

C'est à Linet qui est chargé de conclure la discussion. Très embarrassé pour défendre ce qu'il avait combattu avec tant d'acharnement six mois plus tôt, au cours du Congrès CGT-Renault où les mêmes camarades firent les propositions concrètes d'une politique unitaire, Linet ne peut que répéter ce qu'a dit le camarade Renard.

Recherchant à s'expliquer sur la résolution présentée, c'est avec une gêne visible qu'il en expose les termes.

Aux militants unitaires de ne pas faire de cet accord de Linet une simple promesse verbale et formelle.

CORRESPONDANT.

DE LA CONFÉRENCE DES MILITANTS PARTISANS DES ASSISES NATIONALES aux conférences ouvrières départementales et nationales

Le 14 mars s'est tenue une Assemblée des militants de toutes tendances : CGT, CGT-FO, FEN, CFTC, CNT, inorganisés.

Les problèmes de l'Unité d'Action y furent largement débattus. Comment surmonter les difficultés de toutes sortes, les manœuvres diverses sur la route du Front unique total entre toutes les organisations syndicales ?

Quelques-uns de ces manœuvres furent dévoilées à la tribune, telle celle développée contre le camarade Devouges, du Syndicat des Cheminots de Caen (CGT), unitaire de toujours, et à qui il est refusé la carte 1954.

Les raisons profondes qui militent quant à l'opposition des dirigeants FO et CFTC aux propositions de la CGT tiennent essentiellement à leur volonté de rester dans l'orbite de la politique atlantique.

La résistance de la base de ces organisations est suffisamment forte, pour que des dirigeants, y compris à l'échelon fédéral et départemental, envisagent ouvertement l'Unité d'Action comme la seule politique permettant à FO et à la CFTC de conserver leur influence.

La question centrale reste, Est-ce que les propositions de la direction de la CGT permettent de « convaincre et de submerger » les bureaux confédéraux FO et CFTC ?

Le 14 mars s'est tenue une Assemblée des militants de toutes tendances : CGT, CGT-FO, FEN, CFTC, CNT, inorganisés.

Les problèmes de l'Unité d'Action y furent largement débattus. Comment surmonter les difficultés de toutes sortes, les manœuvres diverses sur la route du Front unique total entre toutes les organisations syndicales ?

Quelques-uns de ces manœuvres furent dévoilées à la tribune, telle celle développée contre le camarade Devouges, du Syndicat des Cheminots de Caen (CGT), unitaire de toujours, et à qui il est refusé la carte 1954.

Les raisons profondes qui militent quant à l'opposition des dirigeants FO et CFTC aux propositions de la CGT tiennent essentiellement à leur volonté de rester dans l'orbite de la politique atlantique.

La résistance de la base de ces organisations est suffisamment forte, pour que des dirigeants, y compris à l'échelon fédéral et départemental, envisagent ouvertement l'Unité d'Action comme la seule politique permettant à FO et à la CFTC de conserver leur influence.

La question centrale reste, Est-ce que les propositions de la direction de la CGT permettent de « convaincre et de submerger » les bureaux confédéraux FO et CFTC ?

Le 14 mars s'est tenue une Assemblée des militants de toutes tendances : CGT, CGT-FO, FEN, CFTC, CNT, inorganisés.

Les problèmes de l'Unité d'Action y furent largement débattus. Comment surmonter les difficultés de toutes sortes, les manœuvres diverses sur la route du Front unique total entre toutes les organisations syndicales ?

Quelques-uns de ces manœuvres furent dévoilées à la tribune, telle celle développée contre le camarade Devouges, du Syndicat des Cheminots de Caen (CGT), unitaire de toujours, et à qui il est refusé la carte 1954.

Les raisons profondes qui militent quant à l'opposition des dirigeants FO et CFTC aux propositions de la CGT tiennent essentiellement à leur volonté de rester dans l'orbite de la politique atlantique.

La résistance de la base de ces organisations est suffisamment forte, pour que des dirigeants, y compris à l'échelon fédéral et départemental, envisagent ouvertement l'Unité d'Action comme la seule politique permettant à FO et à la CFTC de conserver leur influence.

AUX ÉLECTIONS POSTALES

VICTOIRE DES GRÉVISTES

LES résultats des élections aux commissions paritaires centrales des PTT n'étant pas publiés au moment où nous mettons sous presse, nous sommes obligés de différer au prochain numéro de « LA VÉRITÉ » l'analyse des scrutins et les conclusions s'y rapportant.

Nous nous adressons aux échelons locaux et départementaux quelques remarques déjà s'imposent :

— la participation électorale de loin plus massive qu'en 1953 est un indice supplémentaire de la volonté des postiers, amplement manifestée depuis deux ans dans leurs luttes pour l'amélioration du pouvoir d'achat et la défense des droits acquis (retraites),

— les pertes FO et CFTC dans les régions parisiennes, les gains « grévistes » et autonomes principalement parmi les nouveaux votants, montrent que les postiers se tournent vers les organisations qui leur apparaissent soutenir et guider plus fidèlement leurs programmes, leurs luttes et combats ;

— mais le « raz-de-marée » en faveur de la FP-CGT et de la ENSA ne s'est pas produit, FO et la CFTC gardant respectivement leur influence en province. S'ajoutant à cela le phénomène d'inorganisation, qui touche 70 % des postiers, démontre que tout reste à régler dans le domaine de l'orientation syndicale, de l'efficacité des moyens d'action, et de l'organisation de l'Unité totale de la corporation. Les leçons d'août et de décembre ont ouvert la voie.

Par le vote de ce projet de loi à l'Assemblée, le gouvernement veut provoquer la démission au sein de la Fédération du Livre de ce manège à permettre au patronat, à la presse surtout, de s'attaquer sérieusement aux conditions de travail des ouvriers de l'imprimerie et à mettre un nouvel obstacle sur la voie de l'Unité d'Action entre les Confédérations. Les militants unitaires de toutes corporations, y compris ceux de FO ou de CFTC, ont donc un devoir de s'opposer à la machination parlementaire qui vise à briser l'Unité du Livre.

Quant à la Fédération CGT-Livre, elle ne doit pas se contenter d'intervenir auprès des députés. Elle doit mobiliser l'ensemble des ouvriers du Livre en France. Une grève générale illimitée peut faire reculer l'Etat.

(Correspondant.)

L'EXIGENCE DE DIEN-BIEN-PHU

(Suite de la première page.)

contre-révolution monarcho-bourgeoise ; les 45.000 morts du Constantin (mai 1945), victimes d'une monstrueuse provocation qui est lieu sous le gouvernement de Gaulle auquel participent les ministres communistes, témoignent qu'il est tous jours possible pour l'impérialisme d'arriver à un compromis contre-révolutionnaire avec la bureaucratie soviétique.

Mao-Tsé-Tung, qui en 1946 s'est refusé à signer un tel compromis avec le bourreau Tchang-Kai-Tshek, sous l'égide du général Marshall, malgré les avis insistants de Staline, le réalisait-il aujourd'hui contre la révolution indochinoise ?

Le prestige de la révolution chinoise en serait durablement atteint.

Le désaccord existant entre, d'une part, Laniel-Bidault et d'autre part Daladier-Mendes-France, n'est pas fondamental. Ces derniers, contrairement à Laniel-Bidault estiment que si même l'URSS ou la Chine existaient de Ho-Chi-Minh la capitulation, comme Zakhariades l'a écrit contre Markos en Grèce, le Viet-Minh ne marcherait pas. Et se référant aux années 1945-1947 durant lesquelles Ho-Chi-Minh se battit seul, Daladier estime que la bataille serait, de toutes façons, perdue pour l'impérialisme. Ce raisonnement apparaît extrêmement solide.

L'effort de Dien-Bien-Phu tend à confirmer que le Viet-Minh n'entend pas se laisser « vendre » à Genève.

Il est pénible de constater, dans aucune de leurs interventions, les députés communistes n'ont déclaré que les intérêts conjoints des peuples français et viet-namais étaient opposés à ces marchandages. Aucun

n'a déclaré que la seule issue progressive à la guerre au Viet-Nam était :

la reconnaissance inconditionnelle et immédiate du gouvernement Ho-Chi-Minh comme le seul gouvernement légitime en Indochine, reconnaissance allant de pair avec la cessation de tous les hostilités et le retrait du Corps Expéditionnaire.

Serait-ce un oubli ?

L'Etat s'attaque aux comités des travailleurs du Livre

L'ÉTAT a besoin de la pluralité syndicale pour diviser les travailleurs. A l'heure où un grand courant unitaire se dessine dans la classe ouvrière, il est compréhensible que la bourgeoisie essaie de lui susciter des obstacles en s'en prenant à une corporation qui a su préserver son unité et la seule à l'avoir fait, grâce à des conditions particulières, au sein de la CGT, celle du Livre.

La Commission du Travail de l'Assemblée Nationale, sur rapport de Mme Francine Lefebvre, vient d'adopter une proposition de loi inspirée d'un texte déposé depuis 1948 par quelques députés MRP. La CGT-FO a envoyé une lettre aux députés, il y a quelques mois, et la CFTC a écrit à l'Organisation Internationale du Travail siégeant à Genève en accusant la Fédération du Livre CGT de porter atteinte à la liberté du travail.

Sous prétexte de briser le monopole de la CGT, basé sur les contrats de label passés entre imprimeurs et syndicalisés dès le siècle dernier, on veut en réalité démolir ces contrats eux-mêmes — qui obligent les syndicats intéressés à fournir la main-d'œuvre qualifiée nécessaire et obligent les patrons signataires à passer par le syndicat pour leurs besoins de personnel. Ce qu'on veut donc abolir, sous couvert de porter un coup à la seule CGT, c'est le droit de contrôle ouvrier sur l'embauche et le débauchage, exercé par les délégués élus des ateliers, tel que l'ont connus de haut toute les travailleurs du Livre.

Il est évident que ce « monopole » a entravé les tentatives de scission syndicales dans le Livre. Et, c'est bien parce que le syndicat CGT du Livre a su garder son unité que les accords de la corporation ont pu représenter une force réelle face au patronat et défendre efficacement leurs revendications.

Par le vote de ce projet de loi à l'Assemblée, le gouvernement veut provoquer la démission au sein de la Fédération du Livre de ce manège à permettre au patronat, à la presse surtout, de s'attaquer sérieusement aux conditions de travail des ouvriers de l'imprimerie et à mettre un nouvel obstacle sur la voie de l'Unité d'Action entre les Confédérations. Les militants unitaires de toutes corporations, y compris ceux de FO ou de CFTC, ont donc un devoir de s'opposer à la machination parlementaire qui vise à briser l'Unité du Livre.

Quant à la Fédération CGT-Livre, elle ne doit pas se contenter d'intervenir auprès des députés. Elle doit mobiliser l'ensemble des ouvriers du Livre en France. Une grève générale illimitée peut faire reculer l'Etat.

(Correspondant.)